



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. générale
24 avril 2012
Français
Original: anglais

Treizième session

Doha (Qatar)
21-26 avril 2012

**Commerce et réduction de la pauvreté:
les chaînons manquants**

Réunion spéciale à l'occasion de la treizième session de la Conférence

Tenue au Centre national des congrès du Qatar, à Doha, le 22 avril 2012

Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

Commerce et réduction de la pauvreté: les chaînons manquants

1. La réunion-débat était présidée par M. Taffere Tesfachew au nom du Secrétaire général de la CNUCED, et conduite par M. Cheick Sidi Diarra, Secrétaire général adjoint et Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. Les intervenants étaient M^{me} Siti Kassim, Ministre de l'emploi (Comores); M^{me} Heidi Hautala, Ministre du développement international (Finlande); M^{me} Dorcas Makgato-Malesu, Ministre du commerce et de l'industrie (Botswana); M. Pan Sorasak, Secrétaire d'État (Cambodge); et M. Ransford Smith, Secrétaire général adjoint, Secrétariat du Commonwealth. Les intervenants principaux étaient M. Tony Addison, Directeur adjoint de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement, Université des Nations Unies; et M^{me} Nada Al-Nashif, Sous-Directrice générale et Directrice régionale pour les États arabes, Organisation internationale du Travail.

2. Cette manifestation a réuni des ministres, des décideurs de haut niveau et d'autres représentants des gouvernements de pays en développement et de pays les moins avancés (PMA), afin de mieux comprendre les chaînons manquants dans les relations entre commerce et pauvreté et de faire connaître les expériences respectives en matière d'élaboration et de mise en œuvre de politiques pour un développement équitable et durable. Les principales questions traitées ont été les suivantes: Comment faire en sorte que le commerce contribue à la réduction de la pauvreté? Que faut-il pour forger une relation positive entre croissance fondée sur le commerce, réduction de la pauvreté et développement équitable? Existe-t-il une seule et unique politique propre à faciliter la transformation structurelle, ou bien le processus diffère-t-il d'un pays à l'autre en fonction des conditions initiales, des structures sociales, de la dotation en ressources et du cadre institutionnel? Le Sud, à travers son marché, peut-il offrir aux pays en développement à faible revenu de plus grandes chances de transformer leurs structures de production et de passer à l'exportation de produits plus élaborés?

3. Les participants ont reconnu que le commerce ne procurait pas des avantages automatiquement à tous les pays car il fallait compter avec d'autres facteurs comme l'absence de transformation structurelle, des capacités productives limitées, et la non-crédation d'emplois productifs. Le Botswana, premier pays à sortir de la catégorie des PMA en 1994, offrait l'exemple d'un gouvernement qui avait essayé de réorienter ses objectifs de politique afin de passer de l'atténuation de la pauvreté à l'éradication de la pauvreté à un horizon de court à moyen terme. En outre, les intervenants ont noté qu'en dépit des limitations et d'autres problèmes de type structurel, certains pays (comme le Cambodge et les Comores) avaient fait des efforts notoires pour mettre à profit leur potentiel et s'engager avec succès dans le commerce international. Mais cela n'induisait pas automatiquement une réduction de la pauvreté et la plupart des PMA – notamment ceux qui étaient des producteurs agricoles – restaient pris dans une sorte de piège.

4. On s'accordait à penser que les pays tributaires de l'agriculture et des ressources devaient suivre des politiques économiques et budgétaires prudentes pour pouvoir financer eux-mêmes leurs programmes de dépenses publiques et résister aux chocs extérieurs. Par ailleurs, les recettes procurées par le commerce international étaient indispensables pour mettre en œuvre des politiques de protection sociale et de création d'emplois. Les participants étaient également unanimes à penser que le principe de la justice sociale et des mesures spécifiques pour la création d'emplois devraient figurer au cœur des politiques de développement.

5. En ce qui concerne le rôle des partenaires de développement, les intervenants ont fait valoir qu'il fallait renforcer la notion de responsabilité pour l'aide liée au développement, et étendre la portée de l'aide au commerce afin d'y inclure un appui pour les réseaux commerciaux régionaux et les transferts de technologie. En outre, il était demandé aux pays développés partenaires de renforcer leur appui à l'initiative d'aide au commerce en vue de développer les capacités productives et de réduire les inégalités de revenus. Certains pays en développement ont insisté sur la nécessité pour eux de choisir leurs partenaires de développement en toute indépendance et en fonction de leurs besoins spécifiques.

6. Les intervenants étaient unanimes quant à la nécessité d'impliquer le secteur privé dans la création d'emplois décents, afin de libérer les PMA de leur dépendance vis-à-vis de l'aide. La démocratie multipartite et la bonne gouvernance étaient considérées comme les facteurs clés d'une politique commerciale efficace, équitable et orientée vers le développement.

7. Il s'était dégagé un consensus sur les autres travaux de recherche nécessaires pour mieux définir les types de pauvreté et les différents groupes sociaux pouvant être affectés de façon différente par les politiques commerciales – en particulier les groupes vulnérables comme les femmes, les jeunes et les travailleurs ruraux. La contribution au développement des PMA des échanges commerciaux en hausse rapide entre partenaires du Sud était appelée à s'accroître dans l'avenir, au fur et à mesure que certains pays progresseraient dans la chaîne de valeur et offriraient ce faisant à d'autres partenaires du Sud des possibilités supplémentaires de diversifier leur production et la gamme des produits qu'ils exportaient.

8. Le secrétariat a indiqué qu'il développerait les conclusions qui s'étaient dégagées de la réunion-débat en termes de politiques et qu'il les prendrait en compte dans son programme de recherche sur le commerce et la pauvreté dans les PMA.
